RCS : PARIS
Code greffe : 7501

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2015 D 04457
Numéro SIREN : 813 707 973
Nom ou dénomination : SCI C2B

Ce dépôt a été enregistré le 17/11/2021 sous le numéro de dépôt 144767

2114490901

GREFFE DU TRIBUNAL
DE COMMERCE DE PARIS

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES
PROCES VERBAL DE DEPOT D'ACTES

Dénomination : SCI C2B

Numéro RCS : 813 707 973
Numéro Gestion : 2015D04457

Forme Juridique : Société civile immobilière

Adresse : 90 AV DE WAGRAM
75017 PARIS

Numéro du Dépôt : 2021R144767 (2021 144909)

Date du Dépôt : 17/11/2021

- Type d'acte : Procès-verbal d'assemblée générale extraordinaire
Date de l'acte : 09/11/2021
Décision 1 : Modification(s) statutaire(s)

fait à Paris, le 17 novembre 2021

LP59685076

S.C.I. C2B

Société Civile Immobilière
Au capital de 1 000 €UROS

Siège social: Paris 17ème
90, avenue de Wagram

RCS PARIS 813 707 973

2015D04457
Greffe du tribunal de commerce de Paris
Acte d
17 NOV. 2021
Sous le N°
144767

PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

L'AN DEUX MILLE VINGT ET UN,
ET LE NEUF NOVEMBRE à SEIZE HEURES

Les associés de la **S.C.I.C2B** , Société Civile Immobilière au capital de **1 000 €uros**, se sont réunis en Assemblée Générale extraordinaire au siège social, sur convocation verbale faite par le Gérant.

L'assemblée est présidée par Monsieur **Daniel GUERIN**, Gérant associé.

Sont présents :

. Monsieur **Daniel GUERIN** détenant la propriété de	**25 parts**
. La **Société Civile VALDA** représentée par M. David PASTOR détenant la nue-propriété de	**75 parts**
. La **SARL DU 29 RUE GUENEGAUD** représentée par M. Daniel GUERIN détenant l'usufruit de **75 parts**	
Soit au total	**100 parts**

L'assemblée, pouvant ainsi valablement délibérer, est déclarée régulièrement constituée.

Monsieur le Président dépose sur le bureau et met à la disposition des membres de l'assemblée :

- **les statuts de la société,**
- **le projet des résolutions proposées à l'assemblée.**

Monsieur le Président rappelle ensuite que l'assemblée générale est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- **Modification des articles 39 et 40 des statuts,**
- **Délégation de pouvoir.**

Il précise que ces modifications sont sollicitées par la collectivité des associés.

Après discussion, les résolutions suivantes sont mises aux voix.

PREMIERE RESOLUTION

La collectivité des associés réunissant la totalité des parts, reconnaît et déclare que l'assemblée est valablement constituée et peut valablement délibérer.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION

La collectivité des associés décide de modifier ainsi qu'ils suivent les articles 39 et 40 des statuts :

Article 39 – Répartition du bénéfice distribuable

S'il résulte des comptes de l'exercice, tels qu'ils sont approuvés par l'assemblée générale, l'existence d'un bénéfice distribuable, l'assemblée décide soit de le distribuer, soit de le reporter à nouveau, soit de l'inscrire à un ou plusieurs postes de réserve dont elle règle l'affectation et l'emploi.
Les sommes distribuées sont réparties entre les associés au prorata de leurs droits respectifs dans le capital social.
Toutefois, les sommes distribuées résultant de bénéfices exceptionnels (plus-values) seront, de convention expresse entre les parties, attribuées en totalité aux usufruitiers.

Article 40 – Répartition des pertes

Les pertes, s'il en existe, seront supportées par les associés, proportionnellement au nombre de parts possédées par chacun d'eux.
En cas de démembrement, de convention expresse, les pertes exceptionnelles (moins-values) seront supportées en totalité par les usufruitiers.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

TROISIEME RESOLUTION

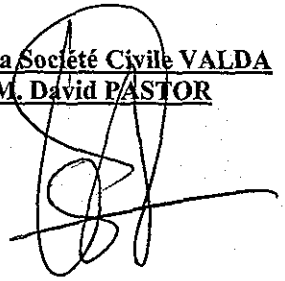
La collectivité des associés donne tous pouvoirs au porteur des présentes ou d'une copie ou d'un extrait des présentes, à l'effet d'accomplir toutes formalités légales.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

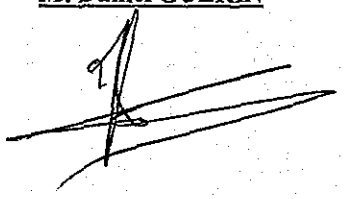
L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, la séance est levée à 16 heures 30.

Et de tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé par les associés, après lecture.

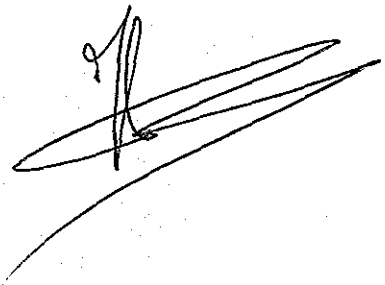
Pour la Société Civile VALDA
M. David PASTOR



Le Gérant- associé
M. Daniel GUERIN



Pour la SARL DU 29 RUE GUENEGAUD
M. Daniel GUERIN



2114490902

GREFFE DU TRIBUNAL
DE COMMERCE DE PARIS

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES
PROCES VERBAL DE DEPOT D'ACTES

Dénomination : SCI C2B

Numéro RCS : 813 707 973
Numéro Gestion : 2015D04457

Forme Juridique : Société civile immobilière

Adresse : 90 AV DE WAGRAM
75017 PARIS

Numéro du Dépôt : 2021R144767 (2021 144909)

Date du Dépôt : 17/11/2021

- Type d'acte : Statuts mis à jour
Date de l'acte : 09/11/2021

fait à Paris, le 17 novembre 2021

LPS9685076

« S.C.I. C2B »

Société Civile Immobilière
Au capital de 1.000 €UROS

Siège social: Paris 17ème
90 avenue de Wagram

RCS PARIS 813 707 973

2015D04457

Greffe du tribunal
de commerce de P...
Acte déposé !

17 NOV. 2021

Sous le N° :
144767 B

certifié conforme à l'original
le gérant

STATUTS

MIS A JOUR LE 09/11/2021

TITRE PREMIER – CARACTERISTIQUES DE LA SOCIETE

Article 1 - Forme

La Société est de forme **Civile Immobilière.**

Elle est régie par les dispositions générales et spéciales des articles 1832 à 1870-1 du Code Civil et du décret numéro 78-704 du 3 juillet 1978, et par les présents statuts.

Article 2 - Objet

La Société a pour objet :

- L'Administration, la mise en valeur, l'exploitation par bail ou sous quelque forme que ce soit, la location de tous biens immobiliers bâtis ou non bâtis qui seront apportés à la Société au cours de la vie sociale ou acquis par elle.
- La prise de participations financières, l'acquisition de parts ou actions de tous types de sociétés, civiles ou commerciales, cotées ou non, pourvu que lesdites parts ou actions puissent en droit des sociétés être acquises par une Société civile immobilière sans remettre en cause son caractère civil, valeurs mobilières de toute nature, organismes de placements collectifs en valeurs mobilières.
- Accessoirement, la Société pourra procéder aux cessions des parts, actions ou valeurs mobilières acquises, pourvu que ces cessions aient un caractère exceptionnel et ne remettent pas en cause le caractère civil de ladite société.
- Et généralement toutes opérations civiles pouvant se rattacher directement ou indirectement à cet objet ou susceptibles d'en favoriser le développement, et ne modifiant pas le caractère civil de la société.

Article 3 - Dénomination

La Société est dénommée : **« S.C.I. C2B ».**

Cette dénomination doit figurer sur tous les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers.

Elle doit être précédée ou suivie des mots « Société civile immobilière » suivie de l'indication du capital social, du siège social, du numéro d'identification délivré conformément au décret numéro 97-947 du 16 Mai 1997 relatif au numéro unique d'identification des entreprises, puis de la mention « RC » suivie du nom de la ville où se trouve le Greffe où elle est immatriculée.

Article 4 - Siège

Le siège social est fixé à : **PARIS 17ème – 90 avenue de Wagram.**

Il pourra être transféré en tout autre endroit du département sur simple décision de la gérance, et partout ailleurs, en vertu d'une décision extraordinaire de la collectivité des associés.

Article 5 – Durée

La Société est constituée pour une durée de **quatre vingt dix neuf années (99 ans)** à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf les cas de prorogation ou de dissolution anticipée.

TITRE DEUXIEME – APPORTS – CAPITAL SOCIAL

Article 6 – Apports en numéraire

Il a été apporté à la société :

- **Lors de sa constitution,**
  la somme en numéraire de MILLE €UROS **1.000 €**

Soit le montant total des apports, MILLE €UROS **1.000 €**

Article 7 – Total des apports – Capital – Répartition

Total des apports

La valeur totale des apports est de **MILLE €UROS (1.000,00 €).**

Capital - Répartition

Le capital social est fixé à la somme de **MILLE €UROS (1.000,00 €).**
Il est divisé en **CENT parts (100)** de **DIX €uros (10 €)** chacune, numérotées de **1** à **100** attribuées aux associés en proportion de leurs apports, savoir :

- La **Société Civile « VALDA »**, détenant la propriété de numérotées de **1** à **75,** sous réserve de l'usufruit accordé jusqu'au 31/12/2030 à la « SNC DU 29 RUE GUENEGAUD » **75 parts**

- **Monsieur Daniel GUERIN,** détenant la propriété de numérotées de **76** à **100** **25 parts**

Total des parts composant le capital **100 parts**

Article 8 – Augmentation du capital

Le capital peut, en vertu d'une décision extraordinaire de la collectivité des associés être augmenté, en une ou plusieurs fois, par la création de parts nouvelles, attribuées en représentation d'apports en nature ou en numéraires de tous types de sociétés conformément à l'objet social de la présente société « holding », mais les attributaires, s'ils n'ont pas la qualité d'associé, devront être agréés dans les conditions ci-après déterminées.
Il peut aussi, en vertu d'une décision extraordinaire de ladite collectivité, être augmenté en une ou plusieurs fois par l'incorporation au capital de tout ou partie des réserves ou des bénéfices par voie d'élévation de la valeur nominale des parts existantes ou par voie de création de parts nouvelles attribuées gratuitement.

Article 9 - Réduction du capital

Le capital peut être réduit, en vertu d'une décision de l'assemblée générale extraordinaire, pour quelque cause et de quelque manière que ce soit, notamment au moyen d'un remboursement aux associés, d'un rachat de part ou d'une réduction du montant nominal ou du nombre de parts.

TITRE TROISIEME – DROITS ET OBLIGATIONS DES ASSOCIES

CHAPITRE I : DROIT DES ASSOCIES

Article 10 – Droits attachés aux parts

A chaque part sociale sont attachés des droits égaux dans les bénéfices comme dans l'actif social.
La contribution de l'associé aux pertes se détermine également à proportion de ses droits dans le capital social.
Voir toutefois les conventions expresses stipulées sous les articles 39 et 40 des statuts.

Article 11 – Indivisibilité des parts – Démembrement des parts

Indivision

Chaque part est indivisible à l'égard de la société. Les propriétaires indivis de parts sont tenus, pour l'exercice de leurs droits, de se faire représenter auprès de la Société par l'un d'entre eux ou par un mandataire commun choisi parmi les autres associés ou en dehors d'eux. En cas de désaccord, le mandataire sera désigné en justice à la demande de la partie la plus diligente.

Démembrement de propriété

Lorsque les parts sociales font l'objet d'un usufruit, le droit de vote appartient en toute circonstance à l'usufruitier qu'il s'agisse de décisions prises dans une assemblée générale ordinaire ou extraordinaire ou qu'il s'agisse d'une décision constatée par un acte.
En toute hypothèse, les DONATAIRES CO-PARTAGES, nus-propriétaires, pourront participer à toutes les assemblées, même dans celles où le droit de vote est exercé par les usufruitiers.

Article 12 – Mutation entre vifs – Nantissement – Réalisation forcée

A/ Mutation entre vifs

Les cessions de parts doivent être constatées par acte authentique ou sous seing privé. Elles ne sont opposables à la Société qu'après la signification ou l'acceptation prévues par l'article 1690 du Code Civil. Elles ne sont opposables aux tiers que lorsqu'elles ont de surcroît été publiées. La signification peut, néanmoins, être remplacée par le dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social contre remise par le gérant d'une attestation de ce dépôt.

Les parts sont librement cessibles au profit d'un associé, du conjoint de l'associé, d'un ascendant ou descendant dudit associé, toutes autres cessions sont soumises à l'agrément préalable à l'unanimité des associés.

Procédure d'agrément

Le projet de cession est notifié avec demande d'agrément par le cédant, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par acte extrajudiciaire, à la société et à chacun des autres associés avec indication du délai dans lequel la cession projetée doit être régularisée, lequel délai ne peut être inférieur à trois mois à compter de la dernière en date des notifications ci-dessus.

L'assemblée des associés se réunit dans le délai de un mois à compter de la notification du projet à la société, à l'initiative de la gérance.

En cas d'inaction de la gérance pendant le délai fixé à l'alinéa précédent, le plus diligent des associés peut convoquer lui-même ou faire convoquer par mandataire de justice l'assemblée des associés, sans avoir à effectuer de mise en demeure préalable à la gérance.

En cas d'agrément, la cession doit être régularisée dans le délai prévu.

En cas de refus d'agrément, chacun des coassociés du cédant dispose d'une faculté de rachat à proportion du nombre de parts qu'il détenait au jour de la notification du projet de cession à la société.

Avec la décision de refus d'agrément, la gérance notifie au cédant la ou les offres de rachat retenues avec indication du nom du ou des acquéreurs proposés ainsi que le prix offert par chacun d'eux.

En cas d'offres de prix non concordantes, une contestation est réputée exister sur le prix offert. Dans ce cas, comme encore si le cédant n'accepte pas le prix offert, celui-ci est fixé par un expert désigné par les parties ou, à défaut d'accord entre elles, par une ordonnance du Président du Tribunal de Grande Instance statuant en la forme des référés et sans recours possible.

Jusqu'à l'acceptation, expresse ou tacite, du prix par les parties, celles-ci peuvent renoncer au rachat.

Si aucune offre de rachat portant sur toutes les parts dont la cession est projetée, n'est faite au cédant dans un délai de deux mois, à compter de la dernière des notifications, l'agrément du projet initial de cession est réputé acquis, à moins que les autres associés, à l'unanimité, n'aient décidé, dans le même délai, la dissolution de la société, décision que le cédant peut rendre caduque s'il notifie à la société par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception sa renonciation au projet initial de cession dans le délai d'un mois à compter de l'intervention de la décision de dissolution.

Le prix de rachat est payable comptant lors de la régularisation du rachat.

B/ Nantissement – Réalisation forcée

Nantissement

Tout associé qui souhaite nantir ses parts doit, à peine de nullité dudit nantissement, obtenir l'autorisation préalable de la collectivité des associés réunie en Assemblée Générale Extraordinaire.
Les parts sociales peuvent faire l'objet d'un nantissement constaté par acte authentique signifié à la société ou accepté par elle dans un acte authentique.
Le nantissement donne lieu à la publicité décrite aux articles 53 à 57 du décret numéro 78-704 du 3 juillet 1978.
Le consentement donné au projet emporte agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des parts sociales à la condition que cette réalisation soit notifiée un mois avant la vente aux associés et à la société.
Chaque associé peut se substituer à l'acquéreur dans un délai de cinq jours francs à compter de la vente. Si plusieurs associés exercent cette faculté, ils sont, sauf convention contraire, réputés acquéreurs à proportion du nombre de parts qu'ils détenaient lors de la notification de la vente forcée. Si aucun associé n'exerce la faculté de substituer, la société peut racheter les parts en vue de leur annulation.

Réalisation forcée de parts sociales

La réalisation forcée de parts sociales qui ne procède pas d'un nantissement auquel consentement a été donné par application des dispositions visées supra, doit être notifiée un mois avant la vente aux associés et à la société.
Les associés peuvent, dans ce délai, décider la dissolution de la société ou l'acquisition des parts dans les conditions prévues aux articles 1862 et 1863 du Code Civil en tenant compte de ce qui est dit ci-dessus.
Si la vente a eu lieu, les associés ou la société peuvent exercer la faculté de substitution qui leur est reconnue ci-dessus. Le non exercice de cette faculté emporte agrément de l'acquéreur.

Article 13 – Mutation par décès

La qualité d'associé est transmise de plein droit à tous les héritiers, ayants-droit et légataires de l'associé décédé, à l'exception des conjoints des associés qui n'auraient pas la qualité d'associés au jour des présentes.
Les ayants-droit qui ne veulent pas devenir associés n'ont droit qu'à la valeur des parts sociales de leur auteur. Cette valeur doit être payée dans les six mois par les nouveaux titulaires des parts, ou par la société elle-même, si elle les a rachetées en vue de leur annulation. Cette valeur est déterminée au jour du décès ou de la disparition de la personnalité morale dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code Civil.
Les frais d'expertise sont supportés moitié par la société, moitié par la succession ou par les ayants-droit évincés, selon le cas.

Article 14 – Dissolution d'une personne morale associée

La dissolution d'une personne morale, membre de la société, ne lui fait pas perdre sa qualité d'associé.

Article 15 – Redressement - Liquidation

Si un associé est mis en état de redressement judiciaire, de liquidation judiciaire, de faillite personnelle ou encore s'il se trouve en déconfiture, cet associé cesse de faire partie de la société. Il n'en est plus que créancier et a droit à la valeur de ses droits sociaux déterminée conformément à l'article 1843-4 du Code Civil.

CHAPITRE II : OBLIGATIONS DES ASSOCIES

Article 16 – Libération des parts

Parts représentatives d'apport en numéraire
Les parts de numéraire doivent être libérées par leurs souscripteurs à première demande de la gérance, et au plus tard, quinze jours après réception d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception. La gérance peut exiger la libération immédiate du montant de la souscription. La gérance peut aussi demander la libération de ce montant par fractions successives, au fur et à mesure des besoins de la société.

Parts représentatives d'apport en nature
Les parts attribuées en rémunérations d'apports en nature doivent être immédiatement et intégralement libérées.
Cette libération s'effectue par la mise à la disposition effective du bien apporté.

Article 17 – Dispositions communes à la libération des parts et aux appels de fonds

Les sommes appelées par la gérance à titre de libération des parts souscrites en numéraire deviennent exigibles quinze jours francs après l'envoi d'une lettre recommandée par la gérance à l'associé ou aux associés débiteurs.
En cas de retard dans le paiement des sommes exigibles, les retardataires sont passibles d'une pénalité de dix euros pour cent euros par mois de retard. Tout mois commencé est compté en entier.

Article 18 – Contribution au passif social

Les associés titulaires de l'usufruit des parts démembrées sont tenus du passif social sur tous leurs biens, proportionnellement au nombre de parts possédées par chacun d'eux, à la date de l'exigibilité ou au jour de la cessation des paiements.
Toutefois, les créanciers de la société ne peuvent poursuivre le paiement des dettes sociales contre les associés qu'après mise en demeure adressée à la société et restée infructueuse.

CHAPITRE III : DISPOSITIONS DIVERSES

Article 19 – Propriété des parts et adhésion aux statuts

Les droits et obligations attachés à chaque part la suivent en quelque main qu'elle passe. La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux présents statuts et aux décisions régulièrement prises par les assemblées générales des associés et par la gérance.

Article 19 bis – Comptes courants

Les associés peuvent laisser ou mettre à la disposition de la société toutes sommes dont celle-ci pourrait avoir besoin. Le montant desdites sommes, les conditions de leur retrait et de leur rémunération sont fixées par décision collective des associés.

Article 20 – Titres
Le titre de chaque associé résulte seulement des présents statuts, des actes ultérieurs modifiant ces statuts et des cessions de parts régulièrement effectuées.

Article 21 – Scellés
Les héritiers et créanciers d'un associé ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition de scellés sur les biens et documents de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration.

TITRE QUATRIEME – FONCTIONNEMENT DE LA SOCIETE

CHAPITRE I : ADMINISTRATION

Article 22 – Gérance - Qualités
La société est administrée par un ou plusieurs gérants pris parmi les associés ou en dehors d'eux.

Article 23 – Gérance – Nomination – Révocation - Démission
Le ou les gérants sont nommés et révoqués par l'assemblée générale des associés.
De convention expresse entre les parties, le gérant ne peut être révoqué qu'à l'unanimité des associés réunis en assemblée générale extraordinaire.
Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à des dommages et intérêts.
Les gérants sont également révocables par les tribunaux pour toute cause légitime à la demande de tout associé.
Le gérant peut démissionner sans juste motif sous réserve de notifier sa démission à chacun des associés par lettre recommandée avec demande d'avis de réception plus de six mois avant la clôture de l'exercice social en cours. Etant ici précisé que sa démission ne prendra effet qu'à la clôture de l'exercice en cours.

Article 24 – Gérance – Pouvoirs – Obligations

Pouvoirs
La gérance est investie des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société en vue de la réalisation de son objet social.

Spécialement et dans les rapports entre associés, les gérants, ensemble ou séparément, pourront accomplir les actes suivants sans y avoir été préalablement autorisés par une décision collective ordinaire ou extraordinaire des associés :

- Acquérir ou vendre des participations dans tous types de sociétés.
- Nantir tout ou partie du patrimoine de la société ou conférer quelque garantie que ce soit sur le patrimoine de celle-ci.
- Souscrire ou refuser de souscrire, à toute augmentation de capital des sociétés détenues ou à détenir, par la présente Société civile immobilière.
- Prendre toute décision lors des assemblées générales ordinaires ou extraordinaires réunies par les sociétés détenues.

Toutefois, la gérance ne pourra emprunter au nom de la société, se faire consentir des découverts en banque, sans y avoir été spécialement autorisée préalablement par une décision collective, ordinaire ou extraordinaire, des associés, selon la nature des décisions en question.

La gérance peut donner toutes délégations de pouvoirs à tous tiers pour un ou plusieurs objets déterminés.
Elle peut transférer le siège social en tout endroit de la ville ou du département ainsi qu'il est dit à l'article 4 des présents statuts.
Le ou les premiers gérants sont désignés soit en fin des présentes, soit dans un acte distinct.
Le ou les gérants, s'il en est désigné plusieurs, pourront agir ensemble ou séparément.

Obligations

Les associés ont le droit d'obtenir, au moins une fois par an, communication des livres et des documents sociaux et de poser par écrit des questions sur la gestion sociale auxquelles il devra être répondu par écrit dans le délai d'un mois.
Les gérants doivent, au moins une fois dans l'année, rendre compte de leur gestion aux associés. Cette reddition de compte doit comporter un rapport écrit d'ensemble sur l'activité de la société au cours de l'année ou de l'exercice écoulé comportant l'indication des bénéfices réalisés ou prévisibles et des pertes encourues ou prévues.

CHAPITRE II : ASSEMBLEES GENERALES

SECTION I – DISPOSITIONS GENERALES

Article 25 – Principes

L'assemblée générale, régulièrement constituée, représente l'universalité des associés. Ses délibérations, prises conformément aux présents statuts, obligent tous les associés, même absents, incapables ou dissidents.
Chaque année, il doit être réuni, dans les six mois de la clôture de l'exercice, une assemblée générale ordinaire.
Des assemblées générales, soit ordinaires, soit extraordinaires, peuvent, en outre, être réunies à toute époque de l'année.
Toutefois, les associés peuvent valablement prendre une décision collective dans un acte dans la mesure où ils y sont tous présents.

Article 26 – Convocation

Les assemblées générales sont convoquées par la gérance.
Un associé non gérant peut à tout moment, par lettre recommandée, demander à la gérance de convoquer une délibération des associés sur une question déterminée.
Les convocations ont lieu quinze jours au moins avant la date prévue pour la réunion de l'assemblée.
Elles sont faites par lettres recommandées adressées à tous les associés.
Les avis de convocation doivent indiquer l'ordre du jour de la réunion.

Le lieu de convocation est soit le siège social, soit tout autre lieu indiqué par la gérance.

Article 27 – Projet de résolutions – Communication

Dès la convocation, le texte des résolutions proposées et tous documents nécessaires à l'information des associés sont tenus à leur disposition au siège social, où ils peuvent en prendre connaissance ou copie.
Les associés peuvent demander que ces documents leur soient adressés soit par lettre simple, soit à leurs frais par lettre recommandée.
Tout associé a le droit de prendre par lui-même, au siège social, connaissance de tous les livres et documents sociaux, des contrats, factures, correspondance, procès-verbaux et plus généralement de tout document établi par la société ou reçu par elle.
Le droit de prendre connaissance emporte celui de prendre copie.

Article 28 – Assistance et représentation aux assemblées

Tous les associés, quel que soit le nombre de parts qu'ils possèdent, ont accès à l'assemblée.
Cependant, les titulaires de parts, sur le montant desquelles les versements exigibles n'ont pas été effectués dans le délai de trente jours francs à compter de la mise en demeure par la société, ne peuvent être admis aux assemblées. Toutes les parts leur appartenant sont déduites pour le calcul ou quorum.
Tout associé peut se faire représenter aux assemblées générales par un mandataire de son choix parmi les associés.
Chaque membre de l'assemblée dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente de parts.

Article 29 – Tenue des assemblées

L'assemblée est présidée par le gérant ou l'un d'eux.
A défaut, l'assemblée élit elle-même son président.
En cas de convocation par l'un des associés, l'assemblée est présidée par celui-ci.
Les fonctions de scrutateurs sont remplies par les deux membres de l'assemblée, présents et acceptant, qui disposent du plus grand nombre de voix.
Le bureau désigne le secrétaire qui peut être choisi en dehors des associés.
L'ordre du jour des assemblées est arrêté par l'auteur de la convocation.
L'assemblée ne peut délibérer sur une question qui n'est pas inscrite à l'ordre du jour.
L'ordre du jour ne peut être modifié sur deuxième convocation.

Article 30 – Procès-verbaux

Les délibérations de l'assemblée générale sont constatées par des procès-verbaux établis sur un registre spécial tenu au siège social, côté et paraphé dans la forme ordinaire, soit par un juge du Tribunal de commerce ou d'instance, soit par le maire ou un adjoint au maire de la commune du siège de la société.

Le procès-verbal de délibération de l'assemblée indique la date et le lieu de réunion, les nom, prénoms et qualité du Président, le mode de convocation, l'ordre du jour, la composition du bureau, les nom et prénoms des associés qui y ont participé, le nombre de parts détenu par chacun d'eux, les documents et rapports soumis à l'assemblée, le texte des résolutions mises aux voix, un résumé des débats et le résultat des votes. Il est signé par les gérants et par le président de l'assemblée.

SECTION II – ASSEMBLEES GENERALES ORDINAIRES

Article 31 – Quorum et majorité

L'assemblée générale, réunie sur première convocation, est régulièrement constituée si la moitié au moins des associés possédant en usufruit la moitié du capital social est présente ou représentée.

A défaut, l'assemblée est réunie sur deuxième convocation. Elle est alors régulièrement constituée quels que soient le nombre des associés présents ou représentés et la quotité du capital social détenue en usufruit leur appartenant.

Les décisions sont prises à la majorité des voix exprimées.

Article 32 – Compétence – Attributions

L'assemblée générale ordinaire annuelle entend le rapport de la gérance sur les affaires sociales.

Elle discute, approuve, redresse ou rejette les comptes de l'exercice écoulé.

Elle statue sur l'affectation et la répartition des résultats, conformément à l'article 10 des statuts.

SECTION III – ASSEMBLEES GENERALES EXTRAORDINAIRES

Article 33 – Quorum et majorité

L'assemblée générale extraordinaire, réunie sur première convocation, est régulièrement constituée si la moitié au moins des associés possédant en usufruit les deux tiers du capital social, sont présents ou représentés.

A défaut, l'assemblée est réunie sur deuxième convocation. Elle est alors régulièrement constituée si la moitié au moins des associés possédant en usufruit la moitié du capital social est présente ou représentée.

Les décisions sont prises à la majorité des deux tiers des voix exprimées.

Toutefois, ainsi qu'il a été dit sous l'article 23 des présentes intitulé « Gérance – Nomination – Révocation – Démission », la révocation de la gérance ne pourra être décidée qu'à l'unanimité des associés.

Article 34 – Compétence – Attributions

L'assemblée générale extraordinaire peut apporter aux statuts, dans toutes leurs dispositions, les modifications, quelles qu'elles soient, pourvu que ces modifications ne soient pas contraires à la loi.

L'assemblée générale extraordinaire peut notamment :

- transférer le siège social en n'importe quel endroit du territoire métropolitain lorsque ce transfert excède les pouvoirs attribués à la gérance ;

- prononcer à toute époque, la dissolution anticipée de la société, ou décider sa prorogation. A ce dernier égard, et conformément à l'article 1844-6 du Code Civil, l'assemblée générale extraordinaire doit être réunie, un an au moins avant l'expiration de la société, pour statuer sur l'opportunité de sa prorogation.

SECTION IV – DECISIONS CONSTATEES PAR UN ACTE

Article 35 – Décisions collectives unanimes

Les associés peuvent toujours, d'un commun accord et à tout moment, prendre à l'unanimité toutes décisions collectives qui leur paraîtront nécessaires par acte notarié ou sous seings privés, sans être tenus d'observer les règles prévues pour la réunion des assemblées ordinaires ou extraordinaires.

Les décisions ainsi prises sont mentionnées à leur date dans le registre des délibérations ci-dessus prévu.

CHAPITRE III : RESULTATS SOCIAUX

Article 36 – Exercice social

L'exercice social commence le **1er janvier** et finit le **31 décembre** de chaque année. Toutefois, par dérogation, le premier exercice social commencera à compter du jour de l'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés pour se terminer le **31 décembre 2015.**

Article 37 – Documents comptables

Il est tenu, par les soins de la gérance, une comptabilité régulière et constamment à jour des recettes et dépenses intéressant la société.

A la clôture de chaque exercice, la gérance dresse l'inventaire, le compte de résultats ainsi que le bilan de la société.

Article 38 – Définition du bénéfice distribuable

Les bénéfices nets sont constitués par les produits nets de l'exercice, sous déduction des frais généraux, et autres charges de la société, en ce compris toutes provisions.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice net de l'exercice, diminué des pertes antérieures et augmenté des reports bénéficiaires.

Article 39 – Répartition du bénéfice distribuable

S'il résulte des comptes de l'exercice, tels qu'ils sont approuvés par l'assemblée générale, l'existence d'un bénéfice distribuable, l'assemblée décide soit de le distribuer, soit de le reporter à nouveau, soit de l'inscrire à un ou plusieurs postes de réserve dont elle règle l'affectation et l'emploi.

Les sommes distribuées sont réparties entre les associés au prorata de leurs droits respectifs dans le capital social.

Toutefois, les sommes distribuées résultant de bénéfices exceptionnels (plus-values) seront, de convention expresse entre les parties, attribuées en totalité aux usufruitiers.

Article 40 – Répartition des pertes
Les pertes, s'il en existe, seront supportées par les associés, proportionnellement au nombre de parts possédées par chacun d'eux.
En cas de démembrement, de convention expresse, les pertes exceptionnelles (moins-values) seront supportées en totalité par les usufruitiers.

TITRE CINQUIEME – DISSOLUTION – LIQUIDATION

Article 41 - Dissolution
La société prend fin par l'expiration du temps pour lequel elle a été constituée.
L'assemblée générale extraordinaire peut, à toute époque, prononcer la dissolution anticipée de la société.
En revanche, la société n'est dissoute par aucun événement susceptible d'affecter l'un de ses associés et notamment :

- le décès, l'incapacité ou la faillite personnelle d'un associé personne physique,
- la dissolution, le redressement judiciaire, la liquidation judiciaire d'un associé personne morale.

La société n'est pas non plus dissoute par la révocation d'un gérant, qu'il soit associé ou non.

Article 42 – Effets de la dissolution
La société se trouve en liquidation par l'effet et à l'instant de sa dissolution pour quelque cause que ce soit. La personnalité morale de la société se poursuit néanmoins pour les besoins de cette liquidation et jusqu'à la publication de sa clôture.
L'assemblée nomme un ou plusieurs liquidateurs, dont elle détermine les pouvoirs et la rémunération. La nomination de ce ou ces liquidateurs met fin aux pouvoirs de la gérance.

Article 43 - Liquidation
L'assemblée générale règle le mode de liquidation. Après extinction du passif, le solde de l'actif est employé d'abord à rembourser aux associés le capital versé sur leurs parts sociales et non amorti.
Le surplus, s'il y a lieu, est réparti entre les associés au prorata du nombre de leurs parts sociales.

Article 44 - Clôture
La clôture de la liquidation est constatée par l'assemblée générale.

TITRE SIXIEME – DISPOSITIONS DIVERSES

Article 45 – Attribution de juridiction
Toutes les contestations qui peuvent s'élever pendant le cours de la société ou de sa liquidation, soit entre les associés au sujet des affaires sociales, soit entre les associés et la société, sont soumises aux tribunaux compétents du lieu du siège social.

Article 46 – Frais
Tous les frais, droits et honoraires des présentes et de leurs suites, seront supportés par la société ainsi que les requérants l'y obligent.

Article 47 – Election de domicile
Pour l'exécution des présentes, les requérants font élection de domicile en leurs domiciles respectifs sus-indiqués.

Article 48 – Jouissance de la personne morale
La société disposera de la personnalité morale à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

Article 49 – Actes – Société en formation
Les personnes qui agiront au nom de la société en formation avant intervention de l'immatriculation au registre du commerce et des sociétés seront tenues des obligations nées des actes ainsi accomplis sans solidarité.
La société, régulièrement immatriculée, par décision ordinaire des associés, peut reprendre les engagements souscrits, qui sont réputés avoir été à l'origine contractés par celle-ci.

Article 50 – Gérant – Nomination
Le gérant de la société est **Monsieur Daniel GUERIN** pour une durée indéterminée.

Article 51 – Déclaration fiscale
La présente société sera soumise au régime fiscal des sociétés de personnes.

Statuts modifiés à Paris, le 09 Novembre 2021

M. Daniel GUERIN

Pour la Société Civile VALDA
Son Gérant, M. David PASTOR

Pour la « SNC DU 29 RUE GUENEGAUD »
Son Gérant, Monsieur Daniel GUERIN